
L'UNIVERS POLITIQUE DES CLASSES MOYENNES

SOUS LA DIRECTION DE
Georges Lavau, Gérard Grunberg, Nonna Mayer



**PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES**

**Sous la direction de
Georges Lavau, Gérard
Grunberg, Nonna Mayer**

**L'univers politique des classes
moyennes**

1983



**SciencesPo.
Les Presses**

Présentation

Les classes moyennes ont, de tout temps, été au cœur du débat politique français. De Gambetta, saluant les «couches nouvelles», à Valéry Giscard d'Estaing appelant au renforcement du «groupe central», tous les gouvernants ont sollicité leur soutien. Plus d'une fois, elles ont amené des changements politiques décisifs, contribuant hier à l'éclatement du Front populaire, aujourd'hui à l'élection d'un Président de la République socialiste. Classes-enjeu, elles n'ont pourtant jamais conquis une réelle autonomie politique. La synthèse républicaine, le développement du mouvement ouvrier, le relatif désintérêt de la droite et de l'Eglise avant 1936 ont fait obstacle à une représentation spécifique des classes moyennes. Il faut attendre le choc du Front populaire pour qu'elles incarnent, par l'alliance éphémère des petits patrons et des cadres, une «troisième voie», mythique, entre le capitalisme et le collectivisme. Les dernières décennies sont marquées par l'éclatement des classes moyennes, traversées par le clivage travailleurs indépendants/salariés. Cadres moyens, techniciens, employés de bureau en sont désormais l'élément moteur. Leur ralliement progressif à la gauche contraste avec le conservatisme des petits commerçants et des artisans. Mais qu'advient-il de l'engagement des premiers face à l'expérience socialiste ?

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724680720

ISBN papier : 2724604757

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



SciencesPo.
Les Presses

Table

Introduction (Georges Lavau *et al.*)

Les classes moyennes impensées

Le choc du front populaire

Les classes moyennes éclatées

PREMIÈRE PARTIE. UNE NAISSANCE DIFFICILE : 1830-1936

Chapitre 1. Libéralisme à la française et synthèse républicaine (Francis Demier)

Le libéralisme français : une philosophie progressiste pour tous les « producteurs »

La crise du libéralisme face à la rupture entre l'aristocratie du capital et les classes moyennes 1835-1851

La découverte d'un nouveau consensus social et la stabilisation de l'idéologie libérale 1848-1880

Chapitre 2. La petite entreprise entre la droite et la gauche (Jeanne Gaillard)

Les mutations de la fin du 19^e siècle

Résistance et défaite d'un radicalisme d'ancien type

Vers de nouveaux rapports entre les partis et les classes moyennes

« Républicains de progrès » et classes moyennes

Le tournant des années 1900

Chapitre 3. Le parti radical-socialiste, de la défense du peuple à celle des classes moyennes (Serge Bernstein)

Le parti radical, parti des classes moyennes

Le parti radical, parti des classes moyennes de gauche

La crise des classes moyennes et le reclassement à droite du parti radical

Chapitre 4. La SFIO ou les classes moyennes impensées (1905-1939) (Alain Bergounioux)

Entre Guesde et Jaurès : les positions initiales

Une orthodoxie fragile

Le grand débat: vers un socialisme de classes moyennes?

Le front populaire: antifascisme et unité ouvrière

Le dilemme du socialisme français

Chapitre 5. Un groupe a part : petits et moyens fonctionnaires (Jeanne Siwek-Pouydesseau)

La place dominante prise par la fédération des fonctionnaires

Du syndicat au politique

Chapitre 6. L'église catholique : les limites d'une prise de conscience (Jean-Marie Mayeur)

Chapitre 7. Les intellectuels vers 1900 : une nouvelle classe moyenne (Louis Pinto)

L'« intellectuel » et le discours conservateur sur les « foules »

La « question des intellectuels » dans le marxisme

L'évolution des professions libérales

Chapitre 8. Une réussite : la mobilisation des « cadres » (Luc Boltanski)

L'apparition des cadres

Le « tiers parti »

Où sont les classes moyennes ?

La séparation

Un nouveau pôle d'attraction

DEUXIÈME PARTIE. LES CLASSES MOYENNES ÉCLATÉES

Chapitre 9. A la recherche d'une définition (Bernard Lacroix)

Chapitre 10. Les transformations des professions intermédiaires salariées (Laurent Thévenot et Nicole Schmitz)

CS 41, instituteurs, professions intellectuelles diverses

42, services médicaux et sociaux

43, techniciens

44, cadres administratifs moyens

Chapitre 11. Le RPF ou la difficulté de rassembler (Patrick Guiol)

Les classes moyennes dans le RPF: une composante majoritaire exclue de la direction

La propagande du RPF et les mécanismes de mobilisation des classes moyennes

Chapitre 12. Le groupe central giscardien (Colette Ysmal)

Des « classes moyennes » au « groupe central »

Le « groupe central », fondement d'une stratégie politique

Chapitre 13. Nouvelles classes moyennes et nouveau parti socialiste (Hugues Portelli)

Une volonté politique

Un discours apparemment contradictoire

Chapitre 14. Le PCF : Quels alliés pour la classe ouvrière ? (Georges Lavan et René Mouriaux)

Les principes d'identité du parti communiste

Repères chronologiques et conjonctures (1968-1980)

Architectonie des classes moyennes selon le PCF

Les interventions en direction des couches intermédiaires

Chapitre 15. Les petits patrons et la tentation activiste (François Gresle)

La contestation nicoudiste

A l'ombre du poujadisme

Une variante petite-bourgeoise du populisme ?

Chapitre 16. La résistance à l'éclatement : le cas de la CGC (René Mouriaux)

L'un animisme cadrocrate (1944-1963)

Les ébranlements (1963-1979)

Interprétation de la crise cégéciste et du nouveau cours

Chapitre 17. L'ancrage à droite des petits commerçants et artisans indépendants (Nonna Mayer)

Indépendance et vote de droite

Les petits et les gros

Petit commerce et artisanat

Clivages politiques parmi les petits commerçants et artisans

Chapitre 18. Le virage à gauche des couches moyennes salariées (Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth)

La question de l'autonomie politique et idéologique des couches moyennes salariées

L'adhésion des couches moyennes salariées aux valeurs traditionnelles de la gauche française

Une synthèse idéologique originale

Bibliographie (Nonna Mayer)

Introduction

Georges Lavau

Gérard Grunberg

Nonna Mayer

Le cliché traditionnel dépeignant la société française comme une société de classes moyennes comporte une part de vérité. Aujourd'hui, comme il y a plus d'un siècle, la masse des diverses catégories sociales qui ne peuvent être classées ni dans les strates supérieures, ni dans la paysannerie, ni dans le groupe ouvrier, reste numériquement considérable; peut-être même a-t-elle gagné en nombre en raison de la réduction des effectifs paysans.

Mais, sous cette stabilité de surface, que de changements !

D'une part, la composition interne du conglomerat « classes moyennes » a été profondément modifiée au cours des vingt-cinq dernières années. Entre 1954 et 1975, le déclin démographique des petits patrons et des travailleurs indépendants, qui formaient jusqu'à la seconde guerre mondiale un des groupes les plus représentatifs de ces classes moyennes, s'est traduit par une perte d'un quart de ses effectifs, alors que, dans la même période, les employés ont augmenté de 86%, les cadres moyens de 149%, les ingénieurs de 238%. Aujourd'hui, les gros bataillons des classes moyennes sont représentés par des salariés et, parmi ceux-ci, principalement par ceux du secteur public.

D'autre part, leur comportement politique s'est tout aussi profondément modifié. En l'espace de moins de cinquante ans, deux dates illustrent un singulier retournement. D'abord 1936: en réaction contre le Front populaire, les classes moyennes semblent se reconnaître comme classe, se mobilisent et s'organisent; l'échec du Front populaire s'explique, au moins partiellement, par son incapacité à obtenir leur appui. Ensuite 1981 : les classes moyennes ont très largement contribué à l'élection d'un président socialiste et d'une forte majorité socialiste à l'Assemblée nationale; elles ont même, au moins implicitement, consenti à l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Rendre compte de cette évolution est l'objet de cet ouvrage. On n'y trouvera pas les considérations d'usage sur la polysémie du terme « classes moyennes », ni une délimitation de leur champ. Les auteurs ont pris le parti de n'exclure aucune des très nombreuses définitions qui en ont été données. Les unes y rangent toute la société française à l'exception d'une poignée de monopolistes, comme celle de Claude Quin^[1], ou s'en tiennent, comme celle de Nicos Poulantzas, aux ITC (ingénieurs, techniciens, cadres) et aux petits commerçants et artisans^[2]. D'autres se réfèrent aux classes moyennes, au singulier ou au pluriel, à la « petite bourgeoisie » ou aux « couches intermédiaires ». Certaines définissent cet ensemble social par son « ethos de classe », comme le fait Pierre Bourdieu^[3], ou par la rétrocession de plus-value comme les auteurs de *La petite bourgeoisie en France*^[4], ou par leur double exclusion des deux classes en lutte dans le mode de production capitaliste comme le fait N. Poulantzas^[5]. Nous avons voulu éviter le piège d'une définition a priori conférant à l'objet étudié une substance et une existence objectives. C'est l'ensemble du discours sur les classes moyennes que nous avons pris en compte, que ce discours reconnaisse leur existence ou refuse de les nommer, qu'il provienne des sociologues, des hommes politiques ou des statisticiens. L'intérêt de ce discours tient moins à ce qu'il nous apprend sur la réalité de ces classes que sur le travail (ou le non-travail) d'identification et de classement, d'inclusion et d'exclusion dont elles font l'objet.

Une des hypothèses centrales est, en effet, que les taxinomies sociales ne reflètent pas purement et simplement la division technique du travail, qu'elles ne sont jamais pleinement indépendantes des luttes

qui opposent les groupes sociaux^[6]. Comme tout groupe social, les « classes moyennes » sont identifiées, reconnues ou niées comme telles, délimitées et décomposées parce que — et dans la mesure où — les modifications de leur place et de leur importance quantitative et qualitative représentent — de façon différente selon les conjonctures — des enjeux, d'abord pour elles-mêmes, ensuite pour les autres groupes sociaux, enfin pour les luttes politiques. L'essentiel de cet ouvrage porte donc — en les liant bien évidemment aux transformations de la morphologie sociale — sur les jeux stratégiques et les relations de pouvoir qui se tissent autour des représentations des « classes moyennes ».

Depuis qu'il y a un discours sur la société et sur ses stratifications, ce discours se partage entre un discours sur *Y unité*, postulée ou souhaitée, du corps social, et un discours sur sa *division* immanente. Tous deux se suscitent mutuellement et se répondent. Le discours sur l'unité se fonde sur le refus de la division et il tire ses principes de croyance à la primauté naturelle ou surnaturelle de l'unité sur les divisions. Symétrique, le discours sur la division, au-delà du constat analytique, cherche à arracher ses masques à l'unité non réelle, il met en lumière la polarité sociale ; c'est un discours pratique visant à détruire les rapports de domination, travail après lequel l'unité réelle devra ou pourra être établie.

Beaucoup plus intermittent, et souvent recouvert par les deux précédents, il y a cependant — et depuis Aristote — un troisième discours sur l'entre-deux de la polarité sociale.

Aristote ne se bornait pas à constater l'existence, « dans tous les Etats sans exception, de trois catégories de citoyens : l'une composée de gens très riches, l'autre de gens très pauvres, la troisième tenant le milieu entre les précédentes »^[7], il énonçait en même temps un précepte de pratique politique: la nécessité, en vue d'assurer l'*équilibre* et l'harmonie des communautés politiques, d'une plus grande influence des classes moyennes.

On peut lire dans ce texte maintes fois cité la lointaine origine d'une tradition d'analyse sociale fondée sur une représentation scalaire de la stratification sociale (qu'on retrouve, presque telle quelle, dans la classification courante en pays anglo-saxons : *higher class*, *middle class*, *lower class*). Mais on peut y lire aussi l'origine d'une tradition qui, aux heures de bouleversement des équilibres sociaux, invoque et

convoque les groupes *intermédiaires* pour une fonction de *médiation* (à laquelle les destinaient leur position et leurs vertus, les unes et les autres moyennes) afin de réassurer l'unité du corps social compromise par l'inévitable conflit des « très riches » et des « très pauvres ». Parce que sa visée est pratique, cette convocation, qui est souvent le premier discours *apparent* sur les classes moyennes, néglige volontairement de détailler l'hétérogénéité de ces groupes « intermédiaires », de laisser deviner par une énumération trop précise les inégalités qui les différencient les uns des autres sur des échelles de dépendance, de revenus, de prestige, de capital économique ou culturel. Ce discours, c'est déjà, fantôme récurrent, celui du *Tiers Parti*.

Comme les représentations unitaires et les représentations binaires de l'ordre social, les représentations ternaires sont donc à comprendre comme des catégories pratiques liées à des stratégies sociales et politiques.

Pendant très longtemps cependant, ce discours sur les couches intermédiaires a été discret, accaparé et absorbé qu'il était par les rhétoriques de l'unité et de la dualité de deux classes antagonistes.

Mettons à part le cas de la chrétienté médiévale. La représentation ternaire des trois ordres était cependant beaucoup moins une description — fût-elle symbolique — de la stratification sociale réelle qu'une vision unitaire où chaque ordre, lié à des fonctions nécessaires à l'unité du corps social, occupait une place dans ce corps^[8]. L'émergence, au sein de l'immense Tiers Etat, d'une bourgeoisie en ascension brisera certes cette unité. Mais, après la Révolution, sa fraction la plus libérale entretiendra un autre imaginaire social : celui d'une nation indivisible et d'un peuple uni (quoique encore inégal dans ses conditions) n'ayant plus qu'à se libérer des derniers vestiges des privilèges, ayant désormais donné à chaque individu la possibilité (mais sans pour autant avoir consacré un droit à la paresse ou à la maladresse) d'accéder au bien-être et à la propriété.

Le discours sur les groupes intermédiaires peut encore être réinvesti par le discours sur l'unité d'une autre façon : en les dilatant tellement qu'ils paraissent alors absorber presque complètement les extrêmes. Ils sont alors dépeints comme s'accroissant et s'homogénéisant de façon telle qu'ils ne laissent plus aux deux extrémités du dégradé social que deux résidus destinés, eux aussi, à se fondre tôt ou tard

dans la masse centrale dont les conditions d'existence (et de classe) se rapprochent de façon assez significative pour qu'entre eux s'effacent les différences qui tenaient naguère aux activités spécifiques des uns et des autres (et donc à leur situation de classe) comme à leurs positions différentielles sur les marchés des biens symboliques et matériels. Sous des formes différentes, cette vision a inspiré aussi bien l'imaginaire « républicain » des débuts de la Troisième République que *Démocratie française* de Valéry Giscard d'Estaing.

Les classes moyennes impensées

C'est pourquoi, comme le montrent les études historiques contenues dans ce volume, les classes moyennes sont restées en France impensées pendant toute la période qui s'étend de la monarchie de Juillet, véritable « prise de pouvoir » de la bourgeoisie, aux dernières années de la Troisième République.

L'idéologie républicaine issue de la Révolution et le libéralisme économique faisaient de l'ensemble des « producteurs », grands et petits, le moteur décisif du progrès. La plupart des économistes libéraux, sous la monarchie de Juillet, avaient le souci que le libéralisme ne fût pas le drapeau des seuls grands capitalistes, ce qui eût poussé la « classe » des petits patrons, des travailleurs indépendants — artisans, boutiquiers, petits industriels — à s'autonomiser par rapport à la bourgeoisie. Malgré les tensions qui existaient déjà à l'époque entre l'atelier et la fabrique comme entre la boutique et le grand magasin, la chute du « système Guizot » en 1848 semblait devoir favoriser une synthèse entre le libéralisme économique et le libéralisme politique^[9].

Après les déchirures provoquées par les révoltes prolétariennes de 1848 et de 1871, la notion de « classes » est refoulée par la « synthèse républicaine » qui s'épanouit au lendemain du Second Empire et de l'écrasement de la Commune: la représentation de l'unité du « peuple », dont toutes les composantes travaillent en union au progrès économique et politique, fonctionne comme un obstacle aux velléités d'autonomisation des classes moyennes aussi bien vis-à-vis de la bourgeoisie que vis-à-vis d'un prolétariat qui ne cesse de

s'étendre. La notion de « classes moyennes » apparaît tout aussi dangereuse que celle de « classe prolétaire » ou de « classe bourgeoise », même si certains républicains font bien appel à leur appui : aussi Gambetta, dans son discours d'Auxerre préférerait-il s'adresser aux « nouvelles couches », héritières de 1789.

Les radicaux qui ont incarné cette « synthèse républicaine », dont les classes moyennes constituaient alors le pivot, se sont obstinés à rejeter la notion de « classes », ont évité de soulever la question du salariat. Ils parviendront ainsi à maintenir dans l'orbite politique de la gauche, pour une longue période, une part importante des couches moyennes, toutes catégories confondues.

Il est vrai qu'au tournant du siècle ce « compromis radical » s'est trouvé menacé. Le développement du mouvement ouvrier a miné progressivement l'unité du « peuple » et imposé une représentation binaire et conflictuelle. Parallèlement, l'essor du mouvement coopératif — ennemi mortel de la boutique — a rompu les liens qui unissaient les petits commerçants à leur clientèle populaire. Les premières lois sociales sur le repos hebdomadaire, sur la durée du temps de travail, sur les premières assurances sociales, ont creusé encore les conflits d'intérêts entre les petits patrons, commerçants et artisans, et leurs propres employés. Les socialistes, quant à eux, refusant par théorie de reconnaître un être indépendant aux classes moyennes, oscillaient entre une méfiance hostile envers cette petite bourgeoisie à la remorque de la grande et la certitude qu'elle serait tôt ou tard contrainte de se rallier au prolétariat au fur et à mesure que l'évolution du capitalisme l'appauvrirait et lui enlèverait son illusoire indépendance. Malgré les efforts de Jaurès, plus sensible que d'autres à la nécessité d'une alliance entre ouvriers et couches moyennes comme à une synthèse entre la notion républicaine de « peuple » et celle de « classes », la « boutique » est restée pour les socialistes français (qui se laissaient peu influencer par les débats provoqués dans l'internationale par Eduard Bernstein) un univers « d'anarchie misérable ».

De même que les réticences des socialistes s'expliquaient en partie parce que, à leurs yeux, les « classes moyennes » étaient constituées essentiellement par les petits employeurs indépendants, de même la « synthèse républicaine » des radicaux perdait son pouvoir intégrateur parce que le fossé s'agrandissait, au tournant du siècle,

entre ces « indépendants » de la petite bourgeoisie traditionnelle et les nouvelles couches moyennes salariées qui, à la différence des premiers, bénéficiaient de la croissance de l'Etat mais allaient adopter vis-à-vis de celui-ci une attitude plus revendicative et plus active.

Or ce furent précisément les radicaux qui, non seulement essayèrent d'introduire l'impôt sur le revenu (contre lequel se dressaient les petits employeurs), mais encore travaillèrent au développement de l'Etat et, par voie de conséquence, à l'accroissement du nombre des fonctionnaires. Or ceux-ci, face à cet Etat-employeur, et nonobstant l'idéologie jacobine qui imprégnait la majorité des leurs, allaient dès le début du 20^e siècle arracher, au prix de luttes acharnées, des garanties statutaires et des libertés syndicales. Il n'y a donc rien d'étonnant si les organisations syndicales les plus représentatives des fonctionnaires et des instituteurs se retrouvèrent, au lendemain de la première guerre mondiale, affiliées à la CGT et si leurs membres fournirent une bonne part des adhérents et des cadres de la SFIO. De ce fait, le contraste ne fit que s'accroître au cours des années 1920 et 1930 entre des fonctionnaires, de plus en plus syndicalisés, orientés à gauche, développant des stratégies collectives de défense, et des petits patrons commençant à éprouver des déceptions vis-à-vis de la gauche et des radicaux, mais n'acceptant pas les effets du développement capitaliste sur leur condition, ne sachant encore répondre que par des stratégies individuelles au double rejet dont ils se sentaient victimes. Jusqu'à 1936, ils ne trouvaient hors du Parti radical qui « défendait » toutes les catégories mais qui, fidèle à ses principes, ne pouvait pas plus reconnaître une « classe moyenne » qu'une classe ouvrière ou une classe bourgeoise — aucun porte-parole et aucun représentant spécifique. L'Eglise catholique, depuis sa condamnation du libéralisme, était bien davantage soucieuse de reconquérir une influence dans la classe ouvrière. Quant à la droite nationaliste et conservatrice traditionnelle, d'ailleurs méfiante depuis la fin du 19^e siècle vis-à-vis de cette « petite bourgeoisie républicaine », elle était trop préoccupée de renforcer, face au péril socialiste et communiste, son discours sur l'unité nationale. Lorsque les « néos » de la SFIO tentèrent, en tirant la leçon de la crise économique de 1930 et du rôle de certaines couches intermédiaires dans les succès des fascismes européens, de convaincre leur parti d'accorder plus d'attention aux besoins et aux aspirations de ces couches, ils furent formellement condamnés. Seul le Parti

communiste, après 1935, sut prendre conscience, dans sa conception du Front populaire comme alliance défensive contre le fascisme, de la nécessité d'un compromis conjoncturel entre la classe ouvrière, la petite paysannerie républicaine et les classes moyennes ; mais le PCF n'était précisément pas un « défenseur » acceptable par les classes moyennes traditionnelles.

Le choc du front populaire

Les occupations d'usines de juin 1936, l'accord de Matignon, la semaine de quarante heures, l'extension des droits syndicaux, le développement des conventions collectives, provoquèrent un choc qui précipita l'irruption de certaines classes moyennes sur la scène politique.

Ce n'est évidemment ni au nom des possédants et de la bourgeoisie, ni même au nom de la petite paysannerie (politiquement très partagée), que les adversaires du Front populaire allaient mener la contre-offensive: ce ne pouvait donc être qu'au nom des « classes moyennes ». Encore fallait-il, pour les mobiliser et les organiser solidement, résoudre — ou, mieux encore, tenter de dissoudre — le clivage de plus en plus net entre les « salariés » et les « indépendants » : il n'est donc pas étonnant que l'effort décisif fût fait — puisqu'il ne semblait guère y avoir d'espoir de détacher du Front populaire les instituteurs et les fonctionnaires — en direction des *cadres*.

C'est à partir du Front populaire qu'à la fois des mouvements spécialisés de l'Action catholique et des partis politiques commencèrent à tenir un discours autonome sur les « classes moyennes ». Dès 1937, le Parti radical, prenant ses distances par rapport à ses alliés, s'en proclama le défenseur et, tout en condamnant l'action de classe du prolétariat ouvrier, pour la première fois nomma les classes moyennes comme classe.

Celles-ci, d'ailleurs, ne restèrent pas passivement à la remorque de la bourgeoisie dirigeante: des dizaines d'organisations indépendantes de classes moyennes se créèrent et, surtout, ce fut la véritable naissance — à l'instigation notamment des ingénieurs diplômés — des organisations de cadres qui cherchaient à se créer une place dans le

système des conventions collectives aux côtés de la CGT et des syndicats patronaux (comme d'ailleurs, parallèlement, les petits patrons jusqu'alors souvent inorganisés cherchaient, eux aussi, à se doter de leurs organisations propres).

Inévitablement, un travail de classement et d'analyse sociale accompagne et tente de rationaliser ce mouvement de mobilisation et d'organisation, tout en essayant d'écarter les contradictions latentes qui traversent un « rassemblement » n'ayant d'autre ciment qu'une commune inquiétude face au Front populaire. C'est par exemple, qu'un jésuite, le R.P. Desqueyrat, dont les efforts de théorisation sont à l'époque les plus notables^[10], perçoit bien que les fonctionnaires (du moins ceux qui sont affiliés à la CGT) s'excluent d'eux-mêmes du rassemblement, mais que la réunion des cadres privés (dont la condition d'existence est le développement des grandes entreprises) et des petits patrons (hostiles à la grande entreprise) n'est guère aisée.

En fait, les *principes* d'unification restaient encore très douteux, honnis la réaction *défensive* contre des périls contradictoires et pas toujours bien perçus. Les mouvements de cadres eux-mêmes, dont les ingénieurs ont été les promoteurs les plus actifs, ne songeaient guère à utiliser le critère de la compétence mais plutôt celui de l'autorité et du diplôme ; mais ce critère du diplôme lui-même est beaucoup plus générateur de division (les « grandes écoles » et les autres) que d'unification. Ne trouvant pas facilement ses principes unificateurs, le rassemblement risquait d'être d'autant plus maigre qu'il semblait renoncer aux instituteurs, aux fonctionnaires et, au moins partiellement, à certains techniciens (dessinateurs industriels, notamment) que drainait la CGT réunifiée, en pleine croissance.

Il ne restait alors, pour tenter d'unifier et d'élargir ce rassemblement, qu'à faire appel aux « vertus traditionnelles » : effort, travail, risque assumé et épargne. Le gouvernement de Vichy, avec sa thématique paternaliste et corporatiste, renforcera encore cet appel qui trouvera un écho même auprès des mouvements de cadres.

Les « classes moyennes » étaient entrées dans le discours et les luttes politiques. Il semblait qu'elles se fussent autonomisées. En fait, l'apparent rassemblement portait déjà en germe les facteurs d'éclatement et d'écartement que les transformations économiques et les modifications de la division du travail allaient provoquer.

Les classes moyennes éclatées

Les années de la Cinquième République ne semblent pas avoir apporté de changements fondamentaux sur le plan idéologique et politique dans les positionnements des diverses fractions des classes moyennes.

Les classes moyennes traditionnelles, dans leur majorité, se reconnaîtront successivement dans le MRP, le RPF, les Indépendants et paysans. L'orientation des cadres du secteur privé-était sensiblement la même : c'est d'ailleurs celle qu'avec plus ou moins de prudence la Confédération générale des cadres imprima à ce syndicat qui était alors, d'assez loin, le plus représentatif de cette catégorie. Ce fut aussi celle des organisations de liaison des classes moyennes qu'animait Roger Millot. Quant aux fonctionnaires et aux employés, plus divisés (sauf peut-être lors de l'épisode du « mendésisme »), leur majorité penchait plutôt vers les divers partis de gauche.

Les très rapides transformations économiques qui commencent à la fin des années 1950, non seulement vont accuser le clivage salariés/non-salariés, mais surtout profondément bouleverser à la fois les rapports numériques entre les divers groupes des classes moyennes et aussi leurs divers comportements politiques.

Employés et cadres moyens, qu'ils appartiennent au secteur public ou au secteur privé, sont plus nombreux que par le passé à s'affilier à des syndicats « ouvriers » et à utiliser l'arme de la grève. Catégories en forte croissance, elles sont en majorité formées de jeunes, souvent fortement féminisées, ont un niveau d'instruction en moyenne très supérieur à celui des couches moyennes traditionnelles, elles participent largement à un système de valeurs antiautoritaires. C'est à la fois la croissance numérique de ces groupes de techniciens et de cadres moyens (surtout si on la met en parallèle avec le déclin des petits commerçants, des artisans et des paysans) et leurs transformations qualitatives qui ont fait le succès du Parti socialiste à partir de 1974 et qui ont forcé le Parti communiste à tenter, entre 1968 et 1977, un effort de conquête dans leur direction.

Ce sont ces « nouvelles classes moyennes » qui, à partir de la fin des années 1950, en même temps que le concept acquiert une existence

officielle et réglementaire, font dorénavant l'objet de discours flatteurs qui les associent à la modernité et au « changement ». *Hommes des temps qui viennent*^[11], *Nouveaux intellectuels*^[12], ils partagent avec la « technostructure » et la « nouvelle classe ouvrière » les prestiges du progrès technique et du développement économique.

A l'égard de cet ensemble de phénomènes, la position de la CGC — qui, à première vue, aurait pu en être bénéficiaire — a été plus qu'embarrassée. Cela tient en partie au fait que cette organisation, issue des mouvements de 1936 et de 1947, a toujours eu et a encore beaucoup de difficultés à penser la catégorie « cadres » à travers le statut de salariés non manuels avant de la penser à travers le statut d'autorité et de hiérarchie: d'où une tendance à *distinguer* le « cadre » à la fois par sa responsabilité et par une réticence à l'égard de l'action collective. Mais cela tient aussi au fait qu'à l'intérieur des groupes ayant vocation à être classés comme « cadres », les différenciations n'ont cessé de s'accuser.

Nombreux aujourd'hui sont les techniciens, les employés qualifiés et même certains ingénieurs auxquels le *savoir* ne dispense, dans l'activité à l'entreprise, aucun *pouvoir*. Si, de surcroît, ils sont d'origine populaire, ils se sentent peu de solidarité avec les « cadres » détenteurs d'un pouvoir. Beaucoup de ces derniers d'ailleurs se sentent de plus en plus dépossédés des pouvoirs de direction réelle au profit d'une couche étroite de grands managers intégrés dans le patronat de fait. Ils sont donc peu attirés par une CGC qui reste dominée précisément par ce type plus traditionnel de cadres. Enfin, la CGC laisse en dehors de sa mouvance la masse croissante des fonctionnaires et la part la plus large des employés du secteur privé. Ce sont évidemment les confédérations ouvrières qui ont bénéficié de ce que la CGC ne parvenait pas à rassembler.

Dans; l'ensemble, les partis de gauche — et le Parti socialiste plus qu'aucun autre — ont bénéficié de ces transformations. Aux élections de 1978, dans une proportion des deux tiers environ, enseignants, cadres moyens et employés de bureau, donnaient leurs suffrages à la gauche^[13] Dans des proportions comparables, les « indépendants » (agriculteurs, industriels, négociants, artisans et surtout petits commerçants) donnaient leur vote à la droite et cela d'autant plus qu'ils étaient davantage liés par leur trajectoire

personnelle à un environnement « indépendant ». Ce clivage du comportement électoral des salariés et des non-salariés était indépendant du sexe, de l'âge, de la taille de la commune de résidence, de la composition du patrimoine détenu.

Les modes d'action politique opposent tout autant ces deux groupes. Les petits patrons sont méfiants à l'égard de la sécurité et de la promotion collective, surtout si elle est assurée par l'Etat. Selon les conjonctures et selon l'image que les uns et les autres se font de leur condition, ils oscillent entre des stratégies individuelles et la tentation activiste, orchestrée par des mouvements tels que l'UDCA ou le Cid-Unati, qui se traduit par des flambées de révoltes, parfois violentes, et toujours contre les symboles de l'Etat. Les classes moyennes salariées, au contraire, sont davantage portées vers l'action collective par l'intermédiaire d'organisations affiliées à — ou calquées sur — des syndicats ouvriers. Lorsqu'elles prolongent cette action collective, c'est rarement par l'action directe, mais plutôt par de nouveaux modes d'intervention et de participation décentralisés et particularisés (luttés urbaines, écologie, luttés régionales, etc.). On peut, avec Alain Touraine, lier ces formes nouvelles d'action qui ont la faveur de cette petite bourgeoisie « moderne » au déclin de ce « mouvement social » historique qu'avait été le mouvement ouvrier.

Les classes moyennes sont-elles définitivement éclatées en groupes que tout désormais — comportements politiques, modes d'action, culture et systèmes de valeurs — oppose?

Il semble que leur éphémère et illusoire « unité » — qui n'a jamais été tentée que dans des moments de crise et de défense: 1936, 1947, peut-être 1978... — ait connu un dernier et rapide échec avec la tentative des Groupes initiative et responsabilité (GIR, appellation significative). Constitués en 1977 à l'initiative de leaders de la FNSEA, de la CGPME, de l'Assemblée permanente des chambres de métiers, de la Confédération des syndicats médicaux français et de la CGC, ils ont dû immédiatement cesser de fonctionner en raison du refus de certaines fédérations de la CGC, peu désireuses que leur groupement s'associe aux dirigeants des petites et moyennes entreprises.

Si les analyses sociologiques, comme les travaux des démographes, des statisticiens, mais aussi des historiens, mettent bien en lumière à la fois l'accroissement d'ensemble des « couches intermédiaires »,